

Paris COP21 : L'état de la Justice climatique au Maroc

jeudi 3 décembre 2015, par [ATTAC-CADTM Maroc](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2015).

La COP21 (21^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques) a démarré hier pour se poursuivre jusqu'au 11 décembre prochain. 195 pays-parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se réunissent pour, officiellement, aboutir à un accord contraignant limitant à 2°C maximum le réchauffement climatique.

Cet accord international sur le climat est bloqué pour la 21^e fois face aux tergiversations des pays du Nord et des pays émergents. Pendant ces deux décennies de fausses négociations, 600.000 personnes ont perdu la vie à cause de catastrophes climatiques.

Dans ce contexte de crise environnementale globalisée, ATTAC Maroc, membre du réseau CADTM, publie son premier rapport sur « L'état de la justice climatique au Maroc » et déclare ce qui suit :

Sur le plan international :

- Nous apportons notre soutien au mouvement mondial pour la justice climatique mobilisé à Paris face au tour de vis sécuritaire imposé aux manifestations pacifistes. Et nous nous joignons à l'appel international pour décréter l'état d'urgence climatique.
- Nous appelons à la reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord envers les pays du Sud et le versement - sans condition et sans contrepartie - par les pays les plus industrialisés de contributions et de réparations en dédommagement du pillage perpétré depuis des siècles dans les pays de la Périphérie.
- Nous exigeons le retrait de la Banque mondiale, du FMI et les autres Institutions Financières Internationales de tous les projets destructeurs pour l'environnement et participant à la violation des droits humains, dont ceux financés au Maroc comme les barrages et les stations thermiques.

Sur le plan national :

- Nous constatons que la Contribution nationale Maroc ne constitue en rien un engagement à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais tout au plus un engagement à réduire la hausse prévue de ces émissions. En outre plusieurs des mesures préconisées, Plan vert, Plan Halieutis, plan Azur, par exemple) loin de conduire à une telle réduction conduiront au contraire à leur augmentation.
- Nous appelons à placer le débat sur les dérèglements climatiques au niveau des citoyens. Cette question ne peut pas être exclusivement réservé aux experts, et négocié entre gouvernements ou entreprises. Un débat public sur la justice climatique au Maroc est essentiel, car les conséquences du dérèglement climatique creusent les disparités sociales entre populations.
- Nous nous inquiétons des conséquences du dérèglement climatique sur les populations vulnérables (petits agriculteurs et pêcheurs, populations des oasis, nomades, etc.). Le Plan Maroc Vert, le Plan Halieutis et le Plan Azur pour le tourisme mettent en péril les ressources naturelles du Maroc

comme le montrent les données de notre rapport.

- Nous exprimons notre refus des projets de « capitalisme vert » et de Partenariat Public Privé (PPP) pour exécuter le Plan Maroc solaire et les différents plans de développement des énergies renouvelables. Le pays sera otage d'entreprises, hors de tout contrôle populaire dans ce secteur vital, à qui nous allons déléguer la construction et l'exploitation de parcs de production d'énergie
- Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les ventes ou cessions à durée déterminée des ressources naturelles aux multinationales et leurs alliés locaux et de tous les projets de privatisation de l'eau et de gestion déléguée
- Nous refusons l'installation au Maroc de projet d'énergie nucléaire. Nous appelons à la mobilisation face à cette industrie dangereuse qui risque de menacer nos vies et approfondir notre dépendance aux conglomérats industriels et énergétiques étrangers
- Nous défendons un Maroc sans gaz de schiste et nous nous opposons aux différentes activités de forages liées à cette énergie aux conséquences catastrophiques sur la nappe phréatique et dangereuse par ses émissions de méthane.

Nous proposons :

- Des engagements contraignants et effectifs des gouvernements pour réduire les émissions de GES ainsi que la mise en place de mécanismes de contrôle et de sanctions.
- Un nouveau modèle économique et social, assurant le respect de l'être humain et de la nature, capable d'assurer les besoins essentiels des populations
- Une taxation spécifique sur les industries polluantes et le développement du transport public
- Le passage d'un mode d'agriculture intensive orientée vers l'exportation à une agriculture écologique, tournée vers la consommation locale et utilisant les semences locales.
- Des mesures d'encouragement à une consommation sobre.

Concernant la COP22 prévue à Marrakech en 2016 :

- Nous refusons toute restriction qui sera imposée par les autorités marocaines sur la liberté de circulation, le droit au rassemblement, de réunions et de manifestations
- Nous nous inquiétons la participation de multinationales et entreprises marocaines impliquées dans la destruction massive de l'environnement au Maroc dans l'organisation et le financement de ce sommet dans des actions de Greenwashing (éco-blanchiment).
- Nous espérons que le temps de cette conférence sera un espace dialogue libre entre les différents acteurs concernés par ces questions, y compris ceux qui ne partagent pas les positions aujourd'hui dominantes
- Nous appelons à la création d'un front commun de lutte face à l'urgence climatique

Ensemble, construisons un contre-pouvoir écologique et climatique au Maroc.

ATTAC/CADTM Maroc, Rabat, 1^{er} décembre 2015

Le rapport complet au format pdf : Se reporter à l'article original

P.-S.

* <http://cadtm.org/ATTAC-CADTM-Maroc-Etat-de-la>

* L'Association pour la Taxation des Transactions en Aide aux Citoyens au Maroc (ATTAC Maroc) a été créée en 2000. ATTAC Maroc est membre du réseau international du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) depuis 2006. Nous comptons 11 groupes locaux au Maroc. ATTAC veut être un réseau aidant à l'appropriation par les acteurs engagés dans l'activité sociale, associative, syndicale et plus largement militante des enjeux de la mondialisation sur les problématiques de résistance sociale et citoyenne.

www.attacmaroc.org

<http://arabic.cadtm.org/>